



MICHEL SAPIN  
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

*Communiqué de presse*

*Communiqué de presse*

[www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

[@Min Finances](#)

Paris, le 18 décembre 2014  
N° 139

## Publication de la note de conjoncture de l'INSEE

L'INSEE publie aujourd'hui sa note de conjoncture, avec des prévisions jusqu'à la mi-2015. Après une croissance de 0,4% en 2014, l'INSEE anticipe une croissance de 0,3% aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres.

Pour Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics, *"cette nouvelle prévision conforte le scénario de croissance retenu en septembre par le Gouvernement et inscrit dans les textes financiers qui viennent d'être adoptés par le Parlement"*.

L'économie va bénéficier des premiers effets des politiques de soutien à l'activité mises en œuvre par le Gouvernement – Crédit d'impôt compétitivité emploi et Pacte de responsabilité et de solidarité –, ainsi que de la dépréciation de l'euro depuis l'été, de la baisse du cours du pétrole et de taux d'intérêt très bas. L'amélioration du climat des affaires en témoigne. La croissance n'est cependant pas encore suffisamment forte pour que le chômage baisse dans la durée. Pour Michel SAPIN, *"notre politique, qui poursuit un cap clair avec la mise en œuvre d'économies pour réduire les déficits et de réformes favorables à la croissance, contribue à créer un climat plus favorable à l'activité. Mais la croissance en France dépendra aussi de la croissance en Europe. Il faut, au niveau européen, s'assurer que les conditions d'un retour durable de la croissance sont réunies"*.

L'activité en zone euro reste encore en retrait par rapport aux autres pays développés, notamment anglo-saxons. Par ailleurs, l'inflation devrait rester très faible, et pourrait même être légèrement négative dans les mois qui viennent. Pour le ministre des Finances et des Comptes publics, *"si la réduction de la facture énergétique est une bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des Français et pour les coûts de production des entreprises, le niveau anormalement bas de l'inflation doit amener les Etats européens à approfondir leurs discussions sur la situation économique et sur les politiques adaptées dans ce contexte"*.

### Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13

[sec.mfcp-presse@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:sec.mfcp-presse@cabinets.finances.gouv.fr)